

Le parti recommande une concertation sur les sujets stratégiques

Le FFS met en garde et s'oppose à toute mesure d'austérité

Page 3



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3673 - Dimanche 20 septembre 2015 - Prix : 10 DA

15 morts et 30 blessés
en 48 heures dans des accidents

La route fait encore des victimes

Page 2



Fichier national des éleveurs mis en place

Une meilleure traçabilité pour traquer les voleurs

Page 4

La Russie plus que jamais aux côtés de la Syrie

Par Mohamed Habili

L'implication de la Russie aux côtés de l'Etat syrien, menacé dans son existence comme il ne l'a jamais été par une crise dont les causes externes l'emportent de loin sur les causes internes, a fait ces derniers jours un bond qualitatif, sinon décisif, par l'attribution notamment d'armement performant à l'armée syrienne. Une partie de cet armement, en particulier des avions de dernière génération, est d'ores et déjà utilisé dans des attaques contre les positions de Daech dans Palmyre occupée. Fait essentiel, ni les autorités syriennes ni leurs homologues russes n'excluent désormais la possibilité que l'aide russe aille jusqu'à prendre la forme d'une intervention au sol en appui à l'armée syrienne. La possibilité que le régime syrien soit au bout du compte abandonné à son sort par ses principaux alliés que sont l'Iran et la Russie, ce qu'on pouvait supposer au vu de récentes évolutions sur le terrain militaire, s'en trouve par là même complètement démentie. Ceux qui tablaient sur cette tournure des événements, du reste tout à fait envisageable, en entretenant une sorte de guerre d'usure, savent maintenant qu'ils se dépensent à cette fin en pure perte, que le régime syrien ne sera pas isolé comme le fut le régime Kadhafi en son temps.

Suite en page 3

Haddad : «La LFC 2015 va améliorer le climat des affaires»

Les chefs d'entreprises appelés à retrousser les manches



Ph > D. R.

«Il y a des personnes qui veulent détruire et couper la route aux investisseurs algériens, mais les pouvoirs publics sont conscients de la situation. L'Algérie ne peut être construite que par ses enfants, ses travailleurs et ses chefs d'entreprises, alors n'ayez pas peur», a souligné, hier, le président du Forum des chefs d'entreprises à Guelma. Lire page 2

Pression des migrants sur certains pays de l'Europe

Berlin menace de passer par un vote pour la répartition en UE

Page 4

Prévu à Tizi Ouzou du 24 au 29 septembre

Le festival national du film amazigh se poursuivra à Constantine

Page 13

Haddad : «La LFC 2015 va améliorer le climat des affaires»

Les chefs d'entreprises appelés à retrousser les manches

■ «Il y a des personnes qui veulent détruire et couper la route aux investisseurs algériens, mais les pouvoirs publics sont conscients de la situation. L'Algérie ne peut être construite que par ses enfants, ses travailleurs et ses chefs d'entreprises, alors n'ayez pas peur», a souligné, hier, le président du Forum des chefs d'entreprises à Guelma.

Par Thinhinene Khouchi

Lors d'une rencontre économique animée par le président du Forum des chefs d'entreprises et défenseur de la campagne «Consommons algérien» à Guelma, Ali Haddad a souligné qu'aujourd'hui les entrepreneurs sont libres d'exercer sans avoir peur des «fameuses lettres ano-

Visite du ministre de l'Agriculture à Béjaïa Ferroukhi à l'écoute des professionnels de la pêche

LE MINISTRE de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi, a effectué une visite de travail hier à Béjaïa. Il a visité le port de pêche de Béjaïa où il a écouté les préoccupations des professionnels de la pêche qu'il a rassurés sur la prise en charge de leurs problèmes à travers les aides de l'Etat à l'investissement dans le domaine de la pêche et ressources halieutiques. Des aides octroyées sous forme de crédits sans intérêt via l'Angem. Le ministre a visité par la suite un bassin d'irrigation de terres agricoles d'une capacité de stockage de 36 000 m³ dans la commune d'El-Kseur et un bassin d'élevage de poisson dans la même localité. En ce qui concerne l'agriculture, il s'avère que la wilaya de Béjaïa dispose de 287 294 ha de terres agricoles dont 13 348 ha exploités seulement. Il a inauguré la 13^e fête de la figue sèche de Béni Maâouche dans l'après-midi au niveau du CFWA de la localité. La fête de la figue a drainé 130 paysans (exposants) de 7 wilayas notamment Bouira, Bordj, Bou-Arridj, Sétif, Mila, Tizi-Ouzou, Jijel, Béjaïa et Tébessa. Une fête au cours de laquelle les paysans ont exposé les problèmes de la filière au ministre, notamment la commercialisation du produit sur le marché national et international. Il se trouve par ailleurs que la production de figue a atteint les 16 000 qx cette année, soit 16 qx par hectare. S'agissant du prix de la figue, il oscille entre 600 et 800 DA. **H.C.**

nymes». «Chers hommes d'affaires, la situation de blocage, cette situation malheureuse va changer et elle est en train de changer et cela se voit dans le changement que vous êtes en train de vivre aujourd'hui», a-t-il dit. Il a ensuite cité quelques mesures proposées depuis trois mois au Premier ministre, telles que l'ouverture de manière effective aux investisseurs privés algériens de l'ensemble des secteurs d'activité économiques qui, dans les faits, leur étaient fermés. Les secteurs principalement concernés sont ceux des banques et assurances, de l'audiovisuel, du transport maritime, du transport aérien, de la pétrochimie et de toutes activités en aval des hydrocarbures, etc. Par ailleurs, conformément à l'article 37 de la Constitution, il a appelé à rétablir la liberté totale de l'acte d'investissement.

«On demande plus de taxations pour les importateurs, soit 30%», a-t-il ajouté concernant les importateurs dont le nombre est «très important». «Ils doivent se convertir avec le temps en producteurs». Selon ses dires, de nombreuses mesures importantes et courageuses ont été introduites pour améliorer le climat des affaires. La dépénalisation de l'acte de gestion et la disposition de bancarisation des capitaux informels en sont la preuve. Le gouvernement a



Ph/Le Jour

entrepris une révision du dispositif législatif et réglementaire régissant l'investissement. Il a amorcé une reconfiguration de l'Agence nationale du développement de l'investissement pour qu'elle accompagne réellement les porteurs de projets. De nouvelles clauses seront introduites dans le projet du code des investissements avec pour finalité la promotion des activités à fort

potentiel telles que «l'industrie, le tourisme, l'agriculture et les technologies de l'information et de la communication». Des mesures seront mises en œuvre pour améliorer le climat des affaires et la gouvernance économique. La question cruciale du foncier est en voie d'être solutionnée. «Toutes ces actions inspirées de nos propositions nous confortent dans notre conviction que seul le

dialogue avec les pouvoirs publics permet d'aboutir à des actions concrètes et concertées», a-t-il souligné. Concernant la tripartite, Ali Haddad a dit : «On va proposer dans le calme nos revendications au gouvernement durant la rencontre de la tripartite qui aura lieu, pour la première fois, à Biskra le 15 octobre».

T. K.

15 morts et 30 blessés en 48 heures dans des accidents

La route fait encore des victimes

Les accidents de la route ne diminuent pas, bien au contraire. Nos routes sont de plus en plus meurtrières, tuant hommes, femmes et enfants. Des chiffres alarmants qui ne cessent d'augmenter ces dernières années, essentiellement en raison du comportement des conducteurs. Force est de constater que depuis quelques années, le nombre d'accidents de la route en Algérie a carrément explosé. Le code de la route n'est pour ainsi dire plus du tout respecté par un grand nombre de piétons et conducteurs ce qui a donné lieu à des résultats proprement dramatiques.

En effet, selon un bilan de la Protection civile, quinze personnes ont trouvé la mort et 30 autres ont été blessées dans plusieurs accidents enregistrés durant les dernières 48 heures au niveau national. La situation actuelle est alarmante, et le nombre des victimes ne cesse de prendre de l'ampleur. Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement



Ph/D. R.

prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. En dépit des campagnes de sensibilisation entreprises en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène,

on constate une progression alarmante des accidents de la circulation. Le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante. Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien. Les panneaux de signalisation sur les routes sont devenus inutiles. Malgré les appels à la

vigilance lancés à travers les différents canaux de communications, la route demeure meurtrière. Qui pourra arrêter l'hécatombe ? Les Algériens mènent une guerre sans merci car personne n'est à l'abri et rien ne semble pouvoir arrêter le volant aveugle qui continue de tuer des centaines d'Algériens au quotidien. Les uns pensent que ce phénomène est dû au non-respect du code de la route. En effet, les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien et les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Et d'autres rétorquent que le premier problème est essentiellement dû aux conducteurs. Par ailleurs, le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa avec trois personnes décédées et 20 autres blessées suite à trois accidents de la circulation, le plus grave ayant fait trois morts et sept blessés suite à une collision entre un véhicule léger et les panneaux de signalisation sur le chemin de wilaya n°108 dans la commune de Djelfa, précise la même source.

Meriem Benchaoua

Le parti recommande une concertation sur les sujets stratégiques

Le FFS met en garde et s'oppose à toute mesure d'austérité

■ Le Front des forces socialistes croit toujours à son initiative portant «consensus national» tout en mettant en garde contre toute remise en cause du caractère social de l'Etat.

PH/D. R.



Par Nacera Chennafi

Dans un communiqué rendu public hier à la clôture de la session ordinaire du conseil national du parti réuni le 18 septembre, cette structure recommande de poursuivre dans la sérénité et la détermination le travail d'élaboration d'un cadre de concertation pour renforcer le dialogue avec les acteurs politiques et sociaux, et élargir aux citoyens le débat sur le consensus national.

Le FFS se prononce contre «des mesures d'austérité» qui menacent selon ce parti, les acquis sociaux des Algériennes et des Algériens. Le FFS met en garde et s'oppose à toute remise en cause du caractère social de l'Etat. Selon ce parti, les «solutions à la crise actuelle exigent une cohésion sociale forte fondée sur un consensus sur les grandes options nationales». «Ceci implique un débat national

et une concertation véritable sur les sujets stratégiques» ajoute la même source. Le parti appelle aussi à ouvrir «rapidement» un débat, dans un cadre qui reste à déterminer, avec le mouvement associatif et syndical. Il s'agit selon le FFS de donner suite aux revendications des citoyens sur l'emploi et la préservation du pouvoir d'achat menacés par la crise, assurer la défense du service public, garantir l'accès de tous aux services de base et le soutien des produits de première nécessité.

S'agissant des questions organiques, il a été indiqué de mener à terme le processus de renouvellement des structures du parti dont le mandat est arrivé à échéance en veillant au respect des délais impartis par les statuts et à la promotion des femmes, des jeunes et des compétences à tous les niveaux de notre organisation. Il a été décidé aussi de commémorer le 52^e anniversaire de la création du FFS sous le signe de la fidélité à

notre héritage historique, à nos «valeurs et à notre ligne politique et de notre engagement à garder le cap de la reconstruction du consensus national pour une alternative démocratique et sociale fondée sur un Etat de droit». Présentant une analyse de la situation politique et économique du pays, le conseil national du FFS constate que la crise politique, économique et sociale ne date pas d'aujourd'hui. Elle «est la résultante de la faillite de toutes les politiques prônées par le pouvoir, depuis l'Indépendance et de son obstination à maintenir le statu quo et le rejet de toute alternative crédible». C'est une «contre-vérité que de prétendre que la crise économique et financière actuelle est la conséquence exclusive de la chute des revenus pétroliers». D'autre part, le parti souligne que : «le débat politique sur les institutions et sur l'Etat de droit est fondamental ; il ne saurait être ni éludé ni contourné, au prétexte d'une situation écono-

mique, financière et sociale dramatique» avant de conclure qu'il y a «urgence à œuvrer ensemble à la préservation de l'unité nationale». Il est à rappeler que le FFS a tenu plus de 50 rencontres depuis le début du lancement de ses consultations en vue de tenir une conférence nationale de consensus. Dans ses rencontres, le parti s'est présenté avec une feuille blanche, car il se dit que lui-même aura la qualité de participant à cette conférence et non un président.

La première phase de la conférence de consensus national était annoncée pour le 23 février dernier mais celle-ci n'a jamais eu lieu, car l'initiative du FFS a été rejetée par les partis du pouvoir et aussi ceux de l'opposition. Le vieux parti de l'opposition ne dit pas comment faire pour aboutir à asseoir un débat sur ce qu'il appelle «consensus national» mais il affirme son attachement à son initiative.

N. C.

Bouteflika adresse ses condoléances à la famille de la défunte

Décès de la veuve de Zighoud Youcef

Le président de la République Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de condoléances à la famille de la veuve du chahid Zighoud, qui est «restée fidèle au serment fait à son défunt mari de servir sa patrie avec loyauté». «J'ai appris la nouvelle de la disparition de la courageuse militante Aicha Trifa, véritable mémoire vivante auréolée de gloire révolutionnaire, qui a partagé, avec le

courage des Algériennes éprises de liberté, un parcours aussi rude que dangereux aux côtés du nationaliste incomparable et dirigeant inégalé Zighoud Youcef», a écrit le Président Bouteflika dans son message. «La défunte qui a de tout temps soutenu son mari, le grand militant Zighoud Youcef, est restée fidèle à sa mémoire et honora le serment qu'elle lui a fait de servir

la patrie avec loyauté et dévouement en contribuant à son édification et son progrès sans jamais faillir ni succomber aux délices éphémères de la vie d'ici bas», lit-on encore dans le message du président de la République qui rappelle que la défunte est également restée «cette femme modeste, désintéressée, réservée mais surtout fière des acquis de liberté et de souveraineté

concrétisés au profit de son peuple». «Tout en partageant votre douleur pour cette perte cruelle, je vous adresse mes condoléances les plus attristées et prie Dieu Tout-Puissant d'accorder à la défunte sa sainte miséricorde et de l'accueillir en son vaste paradis et de vous prêter réconfort en cette pénible circonstance», a conclu le chef de l'Etat. Kamel L./APS

LA QUESTION DU JOUR

La Russie plus que jamais aux côtés de la Syrie

Suite de la page une

Cela revient, en effet, au même d'isoler un pays et de faire tomber le régime président à ses destinées. A contrario, ne pas réussir à isoler un régime, c'est du même coup se trouver dans l'incapacité de le renverser. Sauf à vouloir faire la guerre non plus seulement à ce régime mais encore aux pays qui le soutiennent dans ses épreuves. Ce qui à l'évidence n'est pas l'intention des pays pour qui toute solution politique a pour préalable le départ de Bachar Al Assad. Deux d'entre eux ont un avis qui compte, même s'il n'a pas le même poids selon qu'il est professé par l'un ou par l'autre, ce sont l'Arabie saoudite et les Etats-Unis. Encore convient-il de préciser que déjà les Etats-Unis ont évolué sur ce point. Dans sa dernière déclaration à cet égard, le chef de la diplomatie américaine, ne veut pas du maintien de Bachar Al Assad non plus dans l'absolu, mais uniquement sur le long terme. Ce qui signifie qu'il s'est fait à l'idée que ce dernier puisse rester à son poste pendant la période de transition, à condition que celle-ci ne s'éternise pas. Alors que l'Arabie saoudite n'a pas évolué d'un iota à ce sujet. Comme ni les Etats-Unis ni ses alliés dans la région n'ont envie d'entrer en guerre avec l'Iran et la Russie, ce qui pourrait advenir s'ils continuent de faire du régime syrien leur cible principale, en lieu et place du terrorisme, une intervention russe sur le sol syrien dirigée contre Daech et les autres groupes terroristes, comme Anosra, changerait complètement la donne. On parle déjà d'une afghanisation du conflit syrien, dont le premier effet serait de renvoyer les Etats-Unis et les monarchies du Golfe au rôle qui fut le leur lors de l'intervention soviétique en Afghanistan. Pour que la même histoire se reproduise toutefois, il faut que les Etats-Unis, déjà engagés contre l'Etat islamique, changent du tout au tout à son égard, et deviennent ses amis, ce qu'ils furent pour les moudjahidines afghans. Tant que leur président s'appelle Barack Obama, ce retournement est impossible. A vrai dire, on voit mal quel président américain accepte de mener une politique pro-terroriste par seule haine du régime de Bachar Al Assad. Même Donald Trump ne le pourrait peut-être pas. Encore qu'une Amérique qui élise cet homme puisse être prête à peu près à tout. Ce qui fait qu'une répétition du scénario afghan est une pure vue de l'esprit, c'est en réalité quelque chose qui n'a rien à voir avec la crise syrienne, pour la bonne raison qu'il lui est antérieur de plusieurs années, ce sont les attaques terroristes sur le sol américain du 9 septembre 2001 qui ont changé l'Amérique.

M. H.

Elle sera inaugurée le 22 octobre
Tizi Ouzou aura enfin sa maison de la presse



LA MAISON de la presse de Tizi Ouzou sera mise en service le 22 octobre prochain, avons-nous appris auprès des services de la direction de l'administration locale (DAL). Les travaux de ce projet lancé il y a plus d'une année touchent à leur fin, selon notre source qui a précisé que l'inauguration se fera à l'occasion de la journée nationale de la presse. La corporation des journalistes dans la wilaya de Tizi Ouzou aura enfin sa maison de la presse après une longue attente en dépit de la priorité de leurs revendications. Implantée non loin du siège de la direction de l'éducation de la wilaya (sortie ouest de la ville de Tizi Ouzou vers Boukhalfa), la bâtisse est constituée d'une quarantaine de bureaux destinés aux différents titres de la presse nationale comptant des correspondants dans la région. Le projet a pris naissance en mai 2013 quand le nouveau wali de l'époque, Abdelkader Bouazeghi, avait annoncé son lancement à l'occasion d'une rencontre avec l'Association des Journalistes et Correspondants (AJCTO) de la wilaya de Tizi Ouzou. Une première assiette avait été affectée à ce projet en face du siège de la sûreté de wilaya avant qu'il ne soit délocalisé vers l'actuel site. La première pierre avait été posée en octobre 2013 pour la bagatelle de près de 90 millions de dinars grâce au financement de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Les présidents qui se sont succédé à la tête de cette institution ces dernières années jusqu'à celui en poste, Hocine Haroun, avaient eux aussi fait de ce projet une priorité. Au bonheur de nombreux journalistes et correspondants sans bureaux, ils constituent la majorité, auront enfin leurs locaux pour accomplir leurs tâches dans de meilleures conditions. S'agissant du mode de gestion de cet établissement, la question reste posée et devrait être tranchée avant son inauguration à l'issue d'une rencontre entre l'AJCTO et le wali de Tizi Ouzou. La proposition de la majorité des journalistes et correspondants de Tizi Ouzou reste celle de la rattacher à la maison de la presse d'Alger comme annexe en attendant de dégager une autre solution. La même préoccupation avait été posée au ministre de la Communication à l'occasion de sa visite de ce chantier en mai dernier. **Hamid Messir**

Fichier national des éleveurs mis en place

Une meilleure traçabilité pour traquer les voleurs

■ Un fichier national des éleveurs a été élaboré par la Gendarmerie nationale et constituera une banque de données des cheptels. Cette initiative s'inscrit dans la nouvelle démarche des services de lutte contre les cas de vols. C'est ce qu'a annoncé, hier, le colonel Keroud lors d'une visite à la wilaya de Biskra.

Par Mohamed Mabkhout

À quelques jours de la fête de l'Aïd, les responsables de la Gendarmerie nationale nous ont confirmé que les tentatives de vol de cheptels dans la région du sud du pays et les zones steppiques augmentent. Hier, lors d'un point de presse, nous avons été informés de la création d'un fichier national des éleveurs qui comportera plusieurs informations dans le cadre de la lutte contre les vols.

Selon le dernier bilan des services de la Gendarmerie nationale, 1 157 vols de cheptel, soit un nombre de 18 312 têtes, ont été enregistrés durant les 8 derniers mois. Une raison qui a poussé le corps de la Gendarmerie nationale à recourir à un fichier national des éleveurs. Ce dernier, en cours de finalisation, a pour objectif de freiner ces délits.

En raison de l'ampleur de ce fléau et les chiffres susmentionnés, le fichier en question comportera toutes les informations nécessaires sur les éleveurs. Le nombre d'animaux, les bergers qui travaillent à leurs comptes, parfois complices, toutes ces données seront enregistrées auprès de la Gendarmerie nationale. Le lieu de l'abattage est également inclus pour contrôler de plus près le circuit commercial.

Ces vols, qui ont porté de graves atteintes aux commerçants déjà confrontés à plusieurs problèmes, à l'exemple de la cherté des aliments du bétail... sont la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ce plan donnera une traçabilité plus claire aux services de la Gendarmerie nationale pour coordonner les actions plus efficacement et arrêter ainsi les malfaiteurs.

Un phénomène qui fait tache



d'huile, car malgré les efforts des équipes déployées pour mettre les personnes impliquées hors état de nuire, seul 11% de baisse sur les chiffres a été constaté, et une légère hausse des marchandises récupérées. Un pourcentage qui s'explique, parfois, par le retard accusé du dépôt de la plainte, ainsi que le manque de

moyens de communication, précisément la téléphonie mobile pour signaler le vol.

Selon les chiffres communiqués par la cellule de communication de la GN, les wilayas du centre priment sur les autres, vu l'élevage ovin et bovin, activité dominante dans la région. À ce sujet, Djelfa se distingue des

PHOTO: R.

autres wilayas avec un nombre important de cas de vols, soit le chiffre de 74 faits. Le fichier national ne concerne pas seulement les commerçants ayant une adresse fixe mais aussi les nomades. Les marchandises de ces derniers sont encore plus difficiles à contrôler en raison de leur déplacement continu, à la recherche de zones de pâturage, devenant une cible facile aux bandits qui les suivent. Et pour cette raison, et avec les données qui seront enregistrées au niveau des bureaux de chaque chef-lieu, il sera plus commode de traquer les coupables. Comme plan d'action pour lutter plus efficacement contre ce banditisme, les équipes de la Gendarmerie nationale comptent multiplier leurs sorties en patrouilles dans les marchés à bestiaux. Une occasion pour sensibiliser davantage les éleveurs d'appeler leur numéro gratuit.

M. M.

Selon la Gendarmerie nationale La sécurité dans le Sud s'améliore

UNE BAISSSE des crimes a été enregistrée par les équipes de la Gendarmerie nationale durant les 8 mois passés, comparés avec les chiffres de l'année dernière. L'information a été communiquée hier par les services du même corps, selon le bilan de l'année en cours, lors d'un point de presse à la wilaya de Biskra. Une nouvelle qui fait suite au déploiement de plusieurs équipes en patrouilles, et les barrages de la Gendarmerie nationale pour assurer la sécurité des personnes et des biens. À titre d'exemple, les crimes dans le cadre du code commun, ont enregistré une importante baisse, soit 69.11% dans les

crimes, dans les infractions, un chiffre de 76.79% a été observé et pour finir les délits ont chuté de 62.75%. Dans le crime organisé, le constat reste mitigé entre une avancée d'un fléau et le recul d'un autre. Les trafiquants de drogue, quant à eux, ne baissent toujours pas les bras face aux efforts fournis par les mêmes services de sécurité. A ce sujet, 35 crimes organisés ont été enregistrés contre 28 durant les 8 premiers mois de l'année dernière. Le marché de faux billets continue de s'infiltrer pour arriver aux mains des commerçants sans s'en rendre compte. Le taureau est pris par les cornes dans d'autres

domaines de crimes, à l'exemple de l'immigration clandestine, le vol des véhicules et celui des cheptels et le cuivre où une baisse est enregistrée jusqu'à présent. Selon les explications de la Gendarmerie nationale, ces différents crimes s'expliquent par de nombreux motifs. Des réseaux qui se construisent à cause du chômage assez important dans les régions du Sud et qui influent directement sur la conduite des jeunes en particulier. Ces derniers sont piégés dans les toiles d'araignées des bandits qui les forment à devenir hors-la-loi.

M. M.

Pression des migrants sur certains pays de l'Europe

Berlin menace de passer par un vote pour la répartition en UE

«Il n'est pas possible que l'Allemagne, l'Autriche, la Suède et l'Italie portent seuls la charge» d'accueillir l'afflux de migrants qui arrivent en Europe, a estimé le ministre allemand des Affaires étrangères. L'Allemagne menace désormais de faire «voter à la majorité» pour imposer aux pays de l'UE qui le refusent une répartition des réfugiés. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a menacé de faire «voter à la majorité» pour imposer aux pays de l'UE qui le refusent une répartition des réfugiés. «Il n'est pas possible que l'Allemagne, l'Autriche, la Suède et l'Italie portent seuls la charge» d'accueillir l'afflux de migrants qui arrivent en Europe, a estimé M. Steinmeier dans un entretien au journal allemand «Passauer

Neue Presse». Plusieurs pays de l'UE, comme la Hongrie, la Pologne, la République tchèque ou la Slovaquie, rejettent catégoriquement l'hypothèse d'une répartition contraignante des migrants par quotas. «Et si ce n'est pas possible autrement, alors nous devons envisager la possibilité de recourir à un vote à la majorité qualifiée» des pays de l'UE, a ajouté le chef de la diplomatie allemande, qui se rend vendredi en Turquie pour évoquer la crise migratoire. Prévus dans ce domaine par les traités européens, le vote à la majorité qualifiée exige que 55% des Etats de l'UE représentant au moins 65% de sa population votent cette mesure, qui s'imposerait alors à l'ensemble des 28 pays de l'UE. Une réunion des ministres européens de

l'Intérieur des 28 pays de l'UE est prévue ce mardi à Bruxelles, avant un sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE le lendemain pour tenter de sortir de l'impasse sur le sujet.

80 900 requêtes d'asile enregistrées en Allemagne

L'Allemagne vient en tête des pays ayant enregistré le nombre le plus important des demandes d'asile, soit 38% du total de l'UE. Au total, 213 200 demandes d'asile ont été enregistrées dans les Etats membres de l'UE d'avril à juin 2015, soit une hausse de 85% par rapport au nombre de requêtes déposées au second trimestre 2014, selon des chiffres publiés par l'agence officielle de

statistiques «Eurostat». Parmi les nouveaux demandeurs, «le nombre de Syriens et d'Afghans a considérablement augmenté pour atteindre respectivement quasiment 44 000 et 27 000 personnes». Ils sont suivis des Albanais et des Irakiens. Par rapport à la période janvier-mars, le nombre de primo demandeurs d'asile a bondi d'avril à juin en particulier aux Pays-Bas (+159%), en Lettonie (+123%), en Autriche (+79%), en Finlande (+67%) et au Danemark (+66%). Depuis janvier, près de 399 000 demandes d'asile au total ont été soumises dans l'UE. A la fin du mois de juin 2015, quelque 592 000 postulants avaient leur demande d'asile en cours d'examen dans un Etat membre, alors qu'à la fin juin 2014, ils n'étaient que 365 000. **Yasmine Ayadi**

Opérateurs de téléphonie

L'interconnexion entre fixe et mobile entre en vigueur

■ L'interconnexion des opérateurs de téléphonie fixe et mobile opérant sur le marché algérien a été validée par une décision de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications rendue publique sur son site web.

Par Souad L.

L'Arpt a procédé début septembre à la notification aux opérateurs mobiles et fixes des décisions portant approbation de leurs catalogues d'interconnexions au titre de l'exercice 2015-2016, est-il précisé dans un communiqué de l'Autorité de régulation. C'est dans le cadre d'un «marché ouvert à la concurrence que le principe d'interconnexion, au sens strict, permet le raccordement des réseaux ouverts au public afin de permettre à l'ensemble de leurs abonnés respectifs de communiquer librement entre eux», ajoute l'Arpt. En effet, en l'absence d'accord d'interconnexion, un abonné serait dans l'obligation de souscrire autant d'abonnements qu'il existe d'opérateurs ou de réseaux pour pouvoir dialoguer avec ses correspondants, (en intra réseau / on - net), qui sont abonnés à d'autres opérateurs.

Sur le plan économique, ce concept a pour principal but de rendre la concurrence effective sur le marché des télécommunications, une mesure prévue par l'article 25 de la loi 2000-03 du 05 août 2000 fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications qui, à l'instar de toutes les législations



Siège de l'ARPT

du monde, impose aux opérateurs l'obligation d'interconnexion. De ce fait, les opérateurs sont tenus, selon la disposition précitée de la loi, de donner droit «dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires», aux demandes d'interconnexion émanant des autres opérateurs, précise l'Arpt. Chacun d'eux publie à cet effet chaque année à destination de

ses concurrents, conformément à ladite disposition légale, une offre tarifaire et technique d'interconnexion précisant les modalités de cette interconnexion et les tarifs des divers services d'interconnexion qu'il fournit pour donner corps à cette obligation. L'article 25 de la loi 2000-03 poursuit que préalablement à la publication par chacun des opérateurs de son offre tarifaire et

technique, cette dernière contenue dans un catalogue dit d'«interconnexion doit être approuvée par l'Autorité de régulation dont c'est au demeurant l'une des missions légales». Le modus operandi, la méthode et les conditions d'application de cette mission légale sont quant à eux fournis par un texte d'application subséquent, à savoir le décret exécutif de mai 2002

fixant les conditions d'interconnexion des réseaux et services de télécommunications qui précise que les «tarifs d'interconnexion, comme ceux de location de capacité, sont établis dans le respect du principe d'orientation vers les coûts réels».

La méthode utilisée pour ce faire a été établie par l'Arpt en concertation avec les opérateurs conformément aux dispositions du décret précité.

Sur cette base, l'Autorité de régulation après avoir examiné et porté des amendements techniques et tarifaires aux offres d'interconnexion de chaque opérateur, en s'assurant que tous les principes légaux et réglementaires ont été respectés. Elle a approuvé début septembre, en plus du catalogue de l'opérateur du fixe Algérie Télécom (AT), les catalogues d'interconnexion des trois opérateurs mobiles à savoir, Algérie Télécom Mobile (ATM), Optimum Télécom Algérie (OTA) et Wataniya Télécom Algérie (WTA). Il est à rappeler que l'interconnexion désigne le raccordement physique et logique des différents réseaux de télécommunications ouverts au public afin de permettre à l'ensemble des utilisateurs de communiquer librement et d'accéder aux services fournis par les opérateurs.

S. L.

Matières premières

Les cours divergent dans un marché focalisé sur la Fed

Les prix des matières premières, échangées sur les marchés internationaux, ont évolué dans des directions opposées, la semaine dernière, dans un marché focalisé sur la Réserve fédérale américaine (Fed) et décortiquant sa décision de maintenir les taux inchangés. Les cours du pétrole ont fini en nette baisse, les investisseurs réagissant mal aux inquiétudes exprimées la veille par la Fed sur l'économie mondiale, dans un marché souffrant toujours d'une offre excessive. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a fini à 47,47 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), contre 48,17 dollars une semaine plus tôt. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en octobre a baissé à 44,68 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex) contre 44,99 dollars vendredi précédent. Les cours du sucre sont restés fermes, grimpaient jeudi à Londres à leur plus haut niveau en près de deux mois, à 362,60 dollars la tonne. Le marché du sucre a été aidé par un dollar faible avant la réunion de la Fed et après l'an-

nonce du maintien par l'institution de son taux directeur inchangé.

A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en décembre valait 353,40 dollars, contre 342,10 dollars le vendredi

précédent pour livraison en octobre. A New York, la livre de sucre brut pour livraison en octobre valait 11,47 cents, comme sept jours auparavant. Le café n'a pas réussi à profiter de la baisse du dollar pour se

reprandre un peu, mais est resté relativement stable sur la semaine. Sur le Liffe de Londres, la tonne de robusta pour livraison en novembre valait 1 567 vendredi, contre 1 563 dollars le vendredi précédent. Sur l'ICE

Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en décembre valait 119,55 cents, contre 117,20 cents sept jours auparavant. Les cours du cacao ont poursuivi leur hausse, sur fond d'inquiétudes sur l'offre venant d'Afrique de l'Ouest, la plus grosse région productrice de fèves au monde. Ainsi les cours du cacao échangé à Londres pour livraison en décembre valait 2 209 livres sterling la tonne, contre 2 202 livres sterling le vendredi précédent. A New York, la tonne pour livraison en décembre valait 3 326 dollars, contre 3 278 dollars sept jours plus tôt.

Le marché du blé a bondi en début de semaine pour finir quasi-stable, sur fond d'inquiétudes quant aux récoltes au Brésil, frappé par le gel, tandis que les cours du maïs et du soja ont baissé à l'issue d'une semaine hésitante, entre l'espoir d'une offre réduite, et des incertitudes économiques que la Fed n'a pas résolues en maintenant sa politique. Le boisseau de blé pour décembre, également le plus actif, valait 4,8675 dollars contre 4,8500 dollars précédemment (+0,36%). Ahmed O./APS

Pétrole-prix

Le pétrole à 44,68 dollars à New York

LES COURS du pétrole ont chuté à New York, les investisseurs réagissant mal aux inquiétudes exprimées la veille par la Réserve fédérale américaine sur l'économie mondiale, dans un marché souffrant toujours d'une offre excessive. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en octobre a dégringolé de 2,22 dollars à 44,68 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), effaçant pratiquement tous les gains enregistrés en début de semaine. «Les inquiétudes que soulève la Fed sur la croissance économique mondiale pèsent sur les cours», a déclaré Gene McGillian, de Tradition Energy. «La Chine pèse sur la demande en pétrole», a pour sa part déclaré James Williams, de WTRG Economics,

la Fed ayant invoqué jeudi les incertitudes économiques venues des marchés émergents et notamment du premier d'entre eux, la Chine, deuxième consommateur mondial. Ces inquiétudes pesaient aussi sur les grandes Bourses mondiales, alors que parallèlement le dollar se renforçait, ce qui pénalise les acheteurs de brut munis d'autres devises, fournissant aux investisseurs de multiples raisons d'être pessimistes.

Dans ce contexte, l'annonce en début d'après-midi que le nombre de puits de pétrole en activité aux Etats-Unis a encore reculé, selon le décompte hebdomadaire de la société de services pétroliers Baker Hughes, n'a pas pu apporter de réconfort. En effet la production américaine

a déjà affiché six semaines consécutives de déclin, donc ce chiffre n'a fait que confirmer une tendance qui semble déjà installée. En tout état de cause, «nous avons toujours une production excédentaire, et il ne semble pas que la chute de production américaine puisse remédier à ce problème», a noté M. McGillian, d'autant que le marché se prépare déjà à voir affluer des exportations iraniennes à la suite de l'accord international sur son programme nucléaire, et de la levée des sanctions qu'il implique. Pour M. McGillian, le marché reste très volatil, «tentant de se stabiliser autour de ses plus bas depuis six ans» atteints fin août – mais «il reste à voir si on peut recommencer à tutoyer ces planchers», selon lui. R.E.

Djelfa

Des indices de production encourageants dans différentes filières agricoles

■ *Promue ces dernières années leader national dans de nombreuses filières agricoles à travers des indices de production encourageants, la wilaya de Djelfa renferme également une importante ressource ovine, considérée comme l'un des piliers de l'économie locale.*

Par Lamine D./APS

Le secteur agricole, dans cette wilaya, a réalisé des résultats «encourageants», reflétés par des indices de production soutenant véritablement le marché national, avec un rendement de qualité, consenti par des investisseurs et des agriculteurs qui se sont lancés le défi de concrétiser un rêve, qui était, il y a peu, du domaine de l'impossible, estimant des responsables locaux du secteur. La production des viandes rouges figure en tête de liste des filières les plus prospères du secteur agricole, ayant hissé la wilaya au premier rang national, avec une production, en 2014, de 445 540 qx de viandes rouges d'une «qualité incomparable», selon les affirmations des spécialistes du domaine.

La wilaya détient, également, le leadership national en matière de production de laine, qui a atteint, l'année dernière, le seuil des 57 050 qx. Un problème se pose, cependant, pour cette filière, selon les déclarations de citoyens et de spécialistes du domaine, qui ont déploré l'absence, dans la wilaya, d'une industrie de transformation de cette matière première, afin de tirer profit de ce produit exploitable dans différents domaines, dont l'habillement. Les concernés assurent que la laine est vendue à des prix «très symboliques». D'autres filières agricoles réalisent les mêmes indices performants, à l'image de celle de la production de l'oignon, qui a atteint les 595 960 qx, classant la wilaya au cinquième

rang national, alors qu'elle est classée 18^e en production de fourrages, avec une moyenne de plus de 872 000 qx, l'année dernière.

A la 13^e place en valeur de production agricole

Dans cette wilaya agropastorale par excellence, la valeur de la production agricole est estimée à 74,3 milliards DA, soit un taux de 2,69% de la valeur du produit national en 2014, plaçant ainsi Djelfa au 13^e rang au niveau national, grâce à une superficie agricole de 2 501 093 ha, dont une superficie de 378 665 ha est exploitée. La wilaya compte, aussi, 2 122 428 ha de parcours et de pacages, et 42 042 ha de surfaces irriguées. Le nombre d'exploitations agricoles, en son sein, est de 35 633 unités, alors que des projets de création de 18 périmètres irrigués, d'une surface globale de plus de 30 000 ha, ont été adoptés, ces dernières années, au niveau de huit communes de la région. Djelfa dispose, également, de 71 unités de réfrigération et de stockage. En outre, le secteur agricole local a enregistré, entre les années 2000 et 2014, la réalisation de 10 808 puits, au titre des efforts de garantie de points d'eau, au moment où une surface globale de 23 182 ha bénéficie du système d'irrigation du «goutte à goutte» et une autre surface de près de 17 820 ha du système de pulvérisation d'eau. Le soutien des agriculteurs de la région est particulièrement reflété par les crédits agricoles qui leurs sont assu-



Une importante ressource ovine.

rés par la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR), dont les crédits RFIG qui ont profité à quelque 195 bénéficiaires, tandis que 216 autres ont bénéficié de crédits dits Tahadi. Grâce à ces efforts d'encouragement de l'investissement agricole, la wilaya compte aujourd'hui plusieurs exploitations prospères dans sa partie nord, notamment dans les régions du Serssou et Diar Essouari, de la commune de Benahar, ainsi que dans les communes de Hassi Fdoul et El Birine, où il existe de nombreux modèles d'investissement réussis, entre autres, en matière de production de viandes blanches, en arboriculture et en transformation industrielle (séchage des prunes).

Couverture de 40% des besoins du marché national

Le projet du complexe régional des viandes rouges avec abattoir intégré de la commune de Hassi Bahbah (50 km au nord de Djelfa) fait partie de ces investissements publics colossaux, réalisés grâce à une haute tech-

nologie, en vue de constituer l'un des plus importants leviers d'approvisionnement du marché national en viandes rouges de qualité. Il est doté d'une capacité d'abattage quotidienne de 2 000 têtes ovines et de 80 têtes bovines. Ce complexe constitue, aussi, un autre outil d'accompagnement des éleveurs, tout en complétant la chaîne économique de production, par la garantie de la commercialisation de leurs produits, parallèlement à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen et la promotion du produit local.

La dernière visite, de deux jours, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, à Djelfa, a laissé un écho jugé favorable chez les agriculteurs locaux. La visite a été marquée par la tenue d'une rencontre régionale avec les éleveurs de 24 wilayas steppeuses, au cours de laquelle un accent particulier a été mis sur la «ferme volonté de l'Etat à relancer le secteur». Une volonté reflétée, sur le terrain, par l'écoute accordée par le ministre aux doléances des concernés et à

leurs problèmes. Un appel a été lancé, à l'occasion, pour l'amélioration des conditions d'exercice de l'élevage, à travers, notamment le règlement du problème des fourrages, la facilitation des mouvements des bêtes, l'extension des surfaces de pacage et la garantie de l'accompagnement de l'éleveur par l'Etat, en vue de promouvoir la filière, pour en faire un véritable outil de développement de l'économie nationale et, partant, du relèvement du produit national brut hors hydrocarbures. L. D./APS

Emploi à Tizi Ouzou Près de 10 000 placements par les différents dispositifs d'aide

DURANT la période de janvier à août dernier, les services de l'Agence Nationale de l'emploi (Anem) de Tizi Ouzou ont validé 1 563 demandes de Contrat de travail aidé (CTA), 120 autres pour le Contrat de formation insertion économique (CFI). Alors que le nombre de placements via le dispositif classique durant la même période de référence a été de 8 300.

Ces statistiques ont été dévoilées à l'occasion des portes ouvertes portant sur la vulgarisation des deux modes de recrutement, à savoir, le contrat de travail aidé et le contrat de formation insertion économique, tenues jeudi à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de la ville de Tizi Ouzou à l'initiative de l'Agence de wilaya de l'emploi (Awem). L'objectif assigné à l'activité en plus de la vulgarisation de ces dispositifs est aussi d'encourager les entreprises à promouvoir l'emploi.

Hamid M.

Jijel

39 jeunes placés dans des chantiers de l'Inerga à El Milia

Trente-neuf jeunes ont reçu à Jijel leur titre de placement au sein de la Société de réalisation d'infrastructures (Inerga) opérant actuellement à El Milia dans le cadre de la construction d'une grande centrale électrique, a-t-on constaté.

La cérémonie de remise des titres, organisée à l'occasion d'une journée d'information sur les différents dispositifs de soutien à l'emploi, s'est déroulée au musée Kotama, en présence des directeurs de wilaya de la formation professionnelle, de l'emploi, de l'Agence de wilaya de l'emploi (Anem) et de plusieurs autres responsables locaux. Les jeunes concernés, ayant bénéficié d'une formation de six mois dans le cadre d'une convention tripartite (Formation-Anem-

Inerga) constituent un premier contingent de main-d'œuvre qualifiée composée de maçons, ferrailleurs et coffreurs devant être recrutés pour un contrat à durée indéterminée (CDI) auprès de cette entreprise, filiale du groupe Sonelgaz, a indiqué, le directeur local de l'Anem, Nouredine Kicha.

Un autre quota de 150 stagiaires sera prochainement concerné par une opération identique qui donnera lieu à des placements dans des entreprises en activité dans la région, a indiqué ce responsable, précisant que des entités économiques ont donné leur accord pour recruter 4 200 jeunes.

Des ingénieurs en génie-civil et travaux publics, des architectes et des chefs de chantier seront notamment recrutés dans le

cadre de la réalisation du complexe industriel de Bellara (El Milia) et de la future pénière autoroutière Jijel-El Eulma (Sétif), a ajouté M. Kicha.

Les statistiques de l'agence locale de l'emploi font état de 24 593 demandes d'emploi enregistrées au 31 août dernier, a-t-on appris au cours de cette journée d'information. Une conférence traitant des différents dispositifs de soutien à l'emploi a été animée pour l'occasion par un cadre de la direction de wilaya de l'emploi et une autre consacrée à «l'intelligence financière» présentée par le directeur du Centre d'information et d'investissement intellectuel, basé à Jijel.

A.M./Agences



Sahara occidental

L'Afaspa appelle Hollande à intervenir pour le respect des droits humains

■ L'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (Afaspa) a appelé le président français, François Hollande, à intervenir pour le respect des droits de l'homme au Sahara occidental et au Maroc durant sa visite au royaume du Maroc du 19 au 20 septembre courant.

Par Souhila K.

«Aujourd'hui et depuis 18 mois, l'accès au territoire occupé du Sahara occidental est interdit par les autorités coloniales marocaines. Ces dernières semaines un avocat et des élus espagnols, ainsi qu'une délégation de la Confédération syndicale internationale ont été empêchés de se rendre à El Aaiun pour y rencontrer des syndicalistes sahraouis qui comptaient soulever diverses questions sociales et économiques», a indiqué l'Afaspa.

«Cela porte à environ 70 personnes interdites ou enlevées contre leur gré par la police marocaine comme ce fut le cas pour la Secrétaire générale de l'Afaspa pour laquelle votre ministre des Affaires étrangères s'est borné à s'en tenir à la version des autorités marocaines qui ont menti sur les raisons de son enlèvement», a-t-elle ajouté. La procédure en cassation déposée en mars 2013 par les avocats des 24 militants sahraouis condamnés par le Tribunal militaire de Rabat à des peines de 2 ans, 20 ans, 30 ans et la perpétuité, n'est toujours pas à l'ordre du jour alors que le Maroc a aboli cette instance juridique pour les civils.

«Un engagement qui satisfait votre diplomatie mais qui n'entre comme tant d'autres que rarement dans les faits ainsi que l'a souligné le rapporteur de l'ONU sur les Droits de l'Homme», a déploré l'association. Les repré-



Ph. : DR

sailles économiques contre les ex-prisonniers politiques et militants sahraouis des droits de l'homme au Sahara occidental s'ajoutent aux arrestations, tortures subies par les manifestants pacifiques, en raison de leur position en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui, a souligné l'Afaspa. En 2014 au Maroc la jeune militante marocaine Wafae Charaf (26 ans) a été condamnée à 2 années de prison et 50 000 DH de dommages et intérêts à la partie civile (la police) pour avoir porté plainte pour enlèvement à la suite d'un

sit-in de solidarité avec des employés d'une firme de la zone franche, licenciés pour avoir créé une section syndicale, a-telle rappelé. Le professeur Maâti Monjib s'est vu interdire par la DGSE marocaine de participer à un congrès académique sur Historical changes à Barcelone en raison de ses idées et engagements démocratiques. En signe de protestation et de condamnation de cette nouvelle intimidation qui porte atteinte à ses libertés fondamentales, il a commencé ce 16 septembre une grève de la faim pour une durée

non limitée, a ajouté l'Afaspa. «Nous vous demandons d'intervenir auprès des autorités marocaines afin qu'elles laissent les observateurs étrangers et les journalistes accéder à l'audience. Je pense que ces éléments vous permettront d'aborder avec des exemples précis la question du respect des droits élémentaires au Maroc et de soutenir la nécessité de la tenue rapide du référendum d'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a conclu l'association.

S.K./SPS

Libye

Trois personnes tuées dans une attaque contre une prison à Tripoli

Trois membres des forces de l'ordre libyennes ont été tués vendredi dans une attaque menée par des membres présumés du groupe de l'organisation auto-proclamée «Etat islamique» (Daech/EI) contre une prison près de l'aéroport Mitiga de Tripoli, a indiqué une source militaire. «Un groupe armé a mené ce matin une attaque contre la prison située dans la base aérienne de Mitiga, pour tenter de libérer des détenus», a expliqué un responsable, cité par l'AFP.

«Au début il y a eu une explosion (...) et ensuite un accrochage à l'arme automatique», a-t-il détaillé.

«Trois gardiens ont été tués ainsi que tous les assaillants, il y en avait au moins huit», a-t-il ajouté. Le trafic aérien à l'aéroport de Mitiga, situé dans l'est de Tripoli, n'a pas été affecté par l'attaque, a-t-on souligné. La ville de Tripoli, contrôlée par la coalition «Aube de la Libye», a récemment été le théâtre d'attaques de groupes proches de l'EI. Le pays est plongé dans un chaos politique et sécuri-

taire depuis la chute en 2011 du régime de Mâammar Kaddafi.

Sept migrants meurent au large de la Libye

Sept cadavres de migrants, dont celui d'un enfant, ont été repêchés dans la Méditerranée au large de Tripoli vendredi, ont annoncé les gardes-côtes libyens en précisant que quatre femmes enceintes sont toujours portées disparues. Cent deux autres migrants, d'origine africaine, ont pu être secourus et ramenés à terre par un pétrolier libyen qui effectuait une liaison régulière entre Tobrouk (est) et Zawia (ouest), ont précisé les gardes-côtes. «Nous étions à environ 22 milles marins au nord-est de Tripoli lorsque nous avons aperçu, vers 9 heures locales (07h00 GMT) ce vendredi, un groupe de personnes dans l'eau», a indiqué Mohamed al-Kone, officier sur le pétrolier libyen Anouar al-Khaleej. «Ils se trouvaient près d'un bateau

pneumatique dégonflé où ils avaient remonté les corps de sept personnes dont un enfant en bas âge. Quatre femmes enceintes étaient introuvables», a-t-il poursuivi, précisant que l'opération de sauvetage s'était terminée vers 11h00 GMT. Le pétrolier a ramené les survivants et les corps vers le port de Tripoli. A l'arrivée à quai, l'une des rescapées s'est précipitée vers le zodiac, ayant identifié son enfant parmi les victimes, a rapporté un média. La Libye n'est située qu'à un peu plus de 300 km de l'île italienne de Lampedusa que des centaines de migrants venus d'Afrique, de Syrie ou d'autres zones de conflit tentent chaque semaine d'atteindre. Plus de 300 000 migrants ont traversé la Méditerranée depuis janvier, et plus de 2 500 personnes sont mortes en mer après avoir tenté de rallier l'Europe, selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Minée par les violences, la Libye compte deux gouvernements rivaux, une situation qui facilite le travail des passeurs.

F.H./APS

Tunisie Démarrage de la campagne nationale de contrôle économique

LE MINISTÈRE du Commerce a lancé hier matin, au siège de la Société tunisienne des marchés de gros (Sotumag) à Bir El Kassâa (gouvernorat de Ben Arous), la campagne nationale de contrôle économique, couvrant 68 régions dans le district du Grand Tunis. Ciblant l'intensification du contrôle des points de vente des fournitures scolaires, cette campagne verra la participation de 45 équipes de contrôle économique venant de 16 gouvernorats. Donnant le coup d'envoi de la campagne, Ridha Lahouel, ministre du Commerce, a souligné que l'objectif de cette mobilisation est de protéger le consommateur surtout durant la période d'intersaison et de lutter contre les pratiques de monopole et l'augmentation illégale des prix. Il a indiqué que cette mobilisation, qui s'inscrit dans la continuité de la campagne de contrôle de la qualité des fournitures scolaires, les produits alimentaires agricoles. Concernant les prix et la disponibilité des légumes à feuilles en quantités suffisantes, en prévision de la fête de l'Aid El Kébir, Lahouel a évoqué les efforts déployés en coordination avec les producteurs pour assurer l'approvisionnement régulier du marché en ces produits. Il a assuré que le ministre surveille les circuits de distribution et d'approvisionnement répartis à travers tout le territoire, tout en coordonnant avec l'UTAP et les autorités régionales pour la création de points de vente des moutons dans les quatre coins du pays, faisant observer la nette baisse des prix des moutons dans certains points de vente par rapport à l'année dernière. Le directeur des recherches économiques au ministère du Commerce, Abdelkader Timoumi, a affirmé au correspondant de l'agence TAP que la campagne, assurée par 100 agents de contrôle économique, se poursuivra dans le reste des régions du pays. La campagne concernera les produits agricoles dont les prix se caractérisent durant cette période par une certaine variabilité, comme les légumes à feuilles, les pommes de terre, l'oignon, outre les fournitures scolaires. Elle concernera également le contrôle du degré du respect des prix, de l'approvisionnement du marché en quantités suffisantes des produits, ainsi que des bascules, de la transparence des prix des produits de base.

R.M.

Kerry

Assad «doit partir» mais le calendrier est négociable

■ Le secrétaire d'État américain John Kerry a réitéré, hier à Londres, que le président syrien Bachar al-Assad devait partir, tout en indiquant que le calendrier restait à déterminer dans le cadre de négociations pour résoudre le conflit en Syrie.

Par Ali O.



«Cela fait un an et demi que nous disons qu'Assad doit partir mais le calendrier et les modalités doivent être décidés dans le cadre du processus de Genève», a déclaré John Kerry après une rencontre avec son homologue britannique Philip Hammond. «Assad doit

partir, il ne peut pas faire partie premier jour, ni le premier mois. Il y a un processus selon lequel toutes les parties doivent se retrouver et conclure un accord sur comment cela peut être obtenu, a-t-il ajouté. «Nous sommes complètement d'accord avec cela», a de son côté affirmé Philip Hammond. «Assad doit

partir, il ne peut pas faire partie de l'avenir à long terme de la Syrie mais les modalités et le calendrier doivent faire partie d'une discussion sur une solution politique qui nous permette d'avancer et d'éviter davantage de souffrances humanitaires». «Nous sommes prêts à négocier», a poursuivi le secrétaire d'État américain. «Assad est-il prêt à négocier, à vraiment négocier ? La Russie est-elle prête à l'amener à la table des négociations et à trouver la solution à cette violence ?» «Jusqu'à maintenant Assad a refusé d'avoir une discussion sérieuse et la Russie a refusé de l'amener à la table des négociations», a regretté John Kerry. Le secrétaire d'État

américain s'est par contre réjoui de la volonté russe de concentrer ses efforts sur le combat contre l'organisation de l'État islamique (EI) en Syrie, au lendemain de l'annonce de l'ouverture de discussions militaires entre les États-Unis et la Russie. «Nous nous en félicitons et nous sommes prêts à essayer de trouver les moyens d'éliminer l'EI le plus rapidement et le plus efficacement possible», a déclaré John Kerry. Les ministres de la Défense américain et russe, qui n'avaient encore jamais eu de contact direct depuis l'arrivée d'Ashton Carter en février, se sont parlé vendredi sur la Syrie et ont convenu de poursuivre

ces discussions à l'avenir. Dans un contexte de montée en puissance militaire russe en Syrie, il s'agit d'éviter tout malentendu ou incompréhension débouchant sur un incident militaire entre les forces russes et les avions ou les drones de la coalition menée par les États-Unis. Washington s'alarme depuis des semaines du renforcement de l'aide russe au régime du président Bachar al-Assad, alors que les Américains pilotent depuis un an une coalition internationale contre le groupe EI. «En raison de l'engagement de la Russie, la situation en Syrie est de plus en plus compliquée», a souligné M. Hammond hier. A. O.



Points chauds Préférence

Par Fouzia Mahmoudi

L'ambition de Manuel Valls n'a jamais été un secret, ni dans le monde politique ni dans le monde médiatique. Et si certains pensaient au début du mandat de François Hollande que Valls tenterait de s'imposer pour la présidentielle de 2017, aujourd'hui il semble clair que ses vues se portent plutôt sur celle de 2022. En effet, à l'occasion des Journées du patrimoine qui se déroulaient ce week-end, le Premier ministre accueillait des visiteurs anonymes à Matignon. Il y a croisé un adolescent qui lui a confié son rêve de devenir président de la République. Et Manuel Valls de lui répondre en souriant : «Tu as raison, il faut avoir de l'ambition». «Tu attends que François Hollande termine son mandat, qu'il en fasse un autre, puis que moi je puisse en faire deux autres. Et puis après tu arrives...», lui a tout de même conseillé le Premier ministre, qui s'exprimait au côté du prince Albert II de Monaco, venu visiter une exposition à Matignon consacrée au tricentenaire du mariage de la princesse monégasque Louise-Hippolyte Grimaldi avec le prince Jacques de Matignon. Une déclaration qui ne devrait pas plaire à François Hollande. On se rappelle comment il l'avait remis à sa place, sous couvert de compliments à l'occasion de la remise à son Premier ministre de la grande croix de l'Ordre national du mérite, l'hiver dernier : «Il faut aussi qu'il y ait des hommes de synthèse dans la République», avait souligné le président de la République, alors que le Premier ministre ne fait pas toujours l'unanimité à droite mais aussi au sein de sa majorité. Avant de glisser deux autres piques sous couvert de parallèle avec Clemenceau, et de conclure d'un très vachard «il n'est pas devenu président de la République. Mais on peut réussir aussi son existence sans être président de la République». Pourtant, si cette ambition était largement explicable par l'extrême popularité de Manuel Valls à gauche, et même à droite, il y a encore moins de trois ans, il n'en ait plus de même aujourd'hui. En effet, après avoir été le ministre de l'Intérieur puis le chef du gouvernement de François Hollande, l'ambitieux homme politique a vu sa cote de popularité dégringoler à un niveau des plus inquiétants. Tout indique désormais qu'il n'est définitivement plus la personnalité politique de gauche préférée des Français. Ceci dit il lui reste encore quelques années devant lui pour améliorer son image écornée par l'exercice du pouvoir et pour espérer convaincre ses concitoyens de voter à nouveau pour un candidat de gauche en 2022. Une tâche qui sera déjà des plus difficiles pour la présidentielle de 2017 et qui selon tous les sondages s'annonce même déjà perdue d'avance. F. M.

Cuba Washington allège les restrictions commerciales visant La Havane

Les États-Unis ont levé vendredi une partie des restrictions pesant sur les sociétés américaines voulant commercer avec Cuba, tout en facilitant les déplacements entre les deux pays. Il s'agit de la dernière initiative en date pour alléger l'embargo imposé à l'île.

Les nouvelles réglementations concernent notamment les voyages de même que les secteurs des télécommunications, des services internet et des banques. Elles autorisent aussi les sociétés américaines à s'implanter à Cuba.

«Une relation plus forte et ouverte entre les États-Unis et Cuba est susceptible de créer des opportunités économiques pour les Américains comme les Cubains», déclare le secrétaire au Trésor, Jack Lew, dans un communiqué. Les précédentes limites sur le montant des transferts de fonds des migrants vers Cuba, 2 000 dollars de dons par trimestre, seront entièrement levées, détaille notamment le Trésor.

Des ressortissants américains pourront aussi légalement ouvrir

des bureaux ou commerces sur l'île, selon ces mesures qui sont toutefois sans effet sur l'embargo économique décrété en 1962 contre Cuba. Les mesures annoncées vendredi étendent également les possibilités pour les Américains de se rendre à Cuba, notamment pour des raisons familiales ou mener des projets humanitaires, selon le Trésor.

«En allégeant davantage ces sanctions, les États-Unis contribuent à soutenir les efforts du peuple cubain pour parvenir à la liberté politique et économique nécessaire pour construire un Cuba démocratique, prospère et stable», ajoute M. Lew.

Cet allègement, le deuxième depuis janvier, marque une nouvelle étape du dégel entre les deux anciens pays ennemis qui a culminé avec le rétablissement des relations diplomatiques entre Washington et la Havane le 20 juillet et la réouverture des ambassades.

Le président cubain, Raul Castro, et son homologue américain, Barack Obama, se sont entretenus au téléphone dans la

foulée. Ils ont évoqué la visite du pape François, qui arrive hier à Cuba et l'assouplissement des restrictions commerciales visant Cuba.

Le pape François a joué un rôle d'intermédiaire entre les deux pays, facilitant notamment l'ouverture de discussions secrètes entre diplomates cubains et américains.

«Le président Raul Castro a souligné la nécessité d'intensifier la recherche de nouveaux assouplissements et celle de lever définitivement la politique de blocus, pour le bénéfice des deux pays», dit un communiqué de la présidence cubaine.

A Washington, la Maison-Blanche s'est aussi fait l'écho de cette conversation. Elle a indiqué que les deux chefs d'État avaient «discuté des étapes que les États-Unis et Cuba pouvaient franchir, ensemble et individuellement, pour faire progresser la coopération bilatérale». Ni la Maison-Blanche ni la présidence cubaine n'ont en revanche indiqué qui avait eu l'initiative de cette conversation.



Prévu à Tizi Ouzou du 24 au 29 septembre

Le festival national du film amazigh se poursuivra à Constantine

Le festival national du film amazigh donne rendez-vous aux cinéphiles du 24 au 29 septembre courant. A l'instar des activités habituelles, les organisateurs de cet événement promettent beaucoup de nouveautés.

Une série d'hommages réunis sous le thème «Cinéma algérien : cinéma amazigh, naissance et évolution» ainsi qu'une exposition sur les affiches de films et les coulisses de tournage, des ateliers sur les métiers du septième art et l'écriture de scénarios de même qu'une master-class sur la lecture critique d'un scénario sont au programme.

Ainsi, la quinzième édition est prévue pour décembre prochain dans le cadre de l'événement «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe».

Par Abia Selles

C'est sous le thème générique «Histoire et terroir : un passé pour l'avenir» que se tiendra la 14^e édition du Festival culturel national du film amazigh. La manifestation comprendra ses sections habituelles, à savoir les films de fiction de court, moyen et long métrage, les films documentaires, les films d'animation en 3D (jeunes talents), les films doublés en tamazigh et ceux en liaison avec le thème de l'édition. Le palmarès récompense également les meilleures interprétations masculine et féminine.

Cette année, la compétition s'est élargie puisqu'elle englobera un concours du meilleur scénario et un autre relatif à la meilleure sitcom, ce qui constitue une nouvelle entrée du Festival dans le monde de la télévision. Le Festival s'accompagnera, en outre, d'une série d'hommages réunis sous le thème «Cinéma algérien : cinéma amazigh, naissance et évolution» ainsi que d'une exposition sur les affiches de films et les coulisses de tournage.



Des ateliers sont également prévus sur les métiers du septième art et l'écriture de scénarios de même qu'une master-class sur la lecture critique d'un scénario.

Trois journées d'étude rythmeront les six journées du Festival. Elles porteront sur les thèmes suivants : «Cinéma ama-

zigh : bilan et perspectives à l'ère des technologies de la communication» ; «Le rôle du cinéma amazigh dans la transmission de l'histoire de la Révolution algérienne» et «La participation des femmes dans la promotion du cinéma algérien».

La programmation intégrera un cycle des films primés lors

des précédentes éditions du Festival du cinéma. Organisé dans le cadre de la lutte de Libération nationale, le Festival national du film amazigh s'est fixé, en effet, comme objectif de «faire la rétrospective de toutes les éditions précédentes en vue d'établir un bilan et des perspectives qui permettront à cette

manifestation de connaître un nouvel élan». La maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, lieu central du Festival national du film amazigh, connaîtra sans doute son animation habituelle, portée par un public passionné et la venue de nombreux professionnels du cinéma en provenance de tout le pays et, parfois, de l'étranger.

Cette année, le Festival aura l'occasion exceptionnelle de se manifester par deux fois puisque sa quinzième édition est prévue pour décembre dans le cadre de l'événement «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», ce qui lui offrira un tremplin international, affirment les organisateurs.

Depuis la création du Festival qui lui est dédié, le film amazigh a gagné en visibilité et a connu une progression qui a permis de révéler tout son potentiel créatif. Son développement pour l'avenir dépend aussi des perspectives générales de réorganisation du secteur cinématographique national.

A.S.

Théâtre régional de Constantine

Le public sous le charme de Tchaïkovski et de l'orchestre d'Alexandrie

L'orchestre de chambre de la bibliothèque d'Alexandrie (Egypte) a fait «voguer» le public mélomane du théâtre régional de Constantine (TRC), tombé sous le charme de Piotr Ilitch Tchaïkovski et de la virtuosité de la formation dirigée par Hicham Gabr. Les seize musiciens ont interprété la sérénade pour cordes en ut majeur du grand compositeur russe avec délicatesse, finesse et légèreté, donnant toute sa dimension à une musique envoûtante. L'introduction lente, tout en romantisme, laisse ensuite

place à une mélodie qui s'accroît pour atteindre toute sa vigueur, à la grande joie d'un public conquis. L'orchestre avait entamé son programme avec une composition intitulée «L'envie», véritable régal pour l'ouïe. Les musiciens ont réussi à capter l'attention dès les premières mesures, offrant un agréable moment de contemplation, calme et poétique.

Inscrites dans le cadre des activités de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», les soirées de musique

classique se poursuivront au TRC jusqu'à dimanche prochain.

Vendredi, le public constantinois a rendez-vous avec les orchestres symphoniques mexicain et syrien qui joueront ensemble avant de céder la scène, samedi, au Jilin Symphony Orchestra de Chine. La clôture de ce programme dédié à la musique universelle sera assurée par un orchestre symphonique multinational, placé sous la baguette du maestro algérien Amine Kouider.

F.H.

Festival national des Aïssaoua à Mila

Clôture en beauté

Le 10^e festival culturel national des Aïssaoua de la ville de Mila a été clôturé en beauté, jeudi soir, avec un concert haut de gamme du groupe constantinois Errachidia. Sous la direction du maestro Cheikh Azzouz Bouabid, une heure et demi durant, la troupe a créé une atmosphère d'allégresse, mêlée au mysticisme, dévoilant un héritage impressionnant de l'art Aïssaoui constantinois, dans une soirée mémorable, marquée par

une extraordinaire fusion avec le public, présent à la maison de la culture. Du chant «Essalat oua essalam aâla Mohamed» aux mada'ih religieux constituant les standards du chant de la «Hadra» à Constantine, en passant par une qacida en hommage au fondateur de la tariqa aïssaouia, Mohamed Ben Aïssa, l'assistance a été transportée dans une sorte de transe, dans un rythme à couper le souffle, aux sons des «bendirs» et des

percussions. La troupe Errachidia de Constantine a été créée en 1997. Elle s'emploie, depuis, avec d'autres formations du Vieux Rocher, à préserver l'authenticité de cet art séculaire. La soirée a été aussi marquée par la participation distinguée du cheikh Mohamed Ghaffour qui a gratifié l'assistance avec un bouquet de ses chefs-d'œuvre. Des hommages ont été rendus, au cours de cette soirée de clôture, aux confères, Saïd

Djallah, Abdelkader Belarbi et Mohamed Boucebta qui ont enrichi les festivités avec des communications portant sur l'art Aïssaoui.

Ouvert dimanche dernier, sous le slogan «La dimension arabe de l'art Aïssaoui», en présence du ministre de la Culture Azzedine Mihoubi, la 10^e édition du festival culturel national des Aïssaoua a réuni quinze troupes venues de quatorze wilayas du pays.

L.B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Maison de la culture de Tizi Ouzou
Du 24 au 29 septembre
Festival national du film amazigh

Théâtre national algérien
Jusqu'au 19 septembre :
7e édition du Festival international de musique symphonique.

Palais de la culture Mouhamed Laid Al Khalifa de Constantine
Jusqu'au 10 octobre :
«Les arts visuels», exposition collective des artistes de l'Est
Jusqu'au 12 novembre
Exposition collective intitulée «Al aswat al naouba»

Palais de la culture Malek-Haddad, Constantine
Jusqu'au 10 octobre :
Exposition «Douleur» (peinture et sculpture) des artistes Moulay Taleb Abdellah et Benazouz Nouredine.
Jusqu'au 10 octobre :
Exposition sur «Le chant spirituel constantinois».

Parking de l'hypermarché Uno, Ain Defla
Jusqu'au 30 septembre :
Cirque Amar El Floreligio.

Coup-franc direct



Un choix et des interrogations

Par Mahfoud M.

La direction du club algérois du MCA se rend compte maintenant qu'elle a fait un mauvais choix en faisant appel au Portugais et ancien champion d'Europe, Arthur Jorge, pour lui confier la barre technique de l'équipe. Une photo de ce dernier en train de piquer une sieste sur le banc de touche a fait fuir sur les réseaux sociaux et montre que ce technicien n'est pas capable de prendre en main cette formation dont l'envergure fait qu'elle devrait jouer les premiers rôles. Recruter un entraîneur qui est au crépuscule de sa carrière et qui vient en Algérie pour une retraite dorée est une erreur impardonnable pour un club comme le Mouloudia qui pouvait se payer les plus cotés des entraîneurs mêmes étrangers avec les moyens dont il dispose. Jorge a atteint la limite d'âge qui fait qu'il ne peut pas exercer sur le vieux continent et s'est rabattu sur l'Algérie et le MCA. Les dirigeants du Doyen se devaient pourtant de bien réfléchir avant de recruter un tel technicien, peser le pour et le contre, et non se lancer dans une aventure aux conséquences néfastes. L'entraîneur semble incapable de gérer le groupe d'où le manque de discipline qui caractérise les joueurs plus enclins à respecter un jeune entraîneur qui soit toujours derrière eux qu'un vieux coach, quel que ce soit son nom.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (5^e journée)

Le CA Batna surpris par Boussaâda

LE CA BATNA, invaincu depuis le début de la saison, a essuyé sa première défaite face à l'A Boussaâda (2-1) et pourrait perdre sa première place en cas de succès de ses poursuivants, l'USM Bel-Abbès ou l'ASO Chlef, qui jouent samedi en déplacement en clôture de la cinquième journée du championnat d'Algérie de Ligue 2 Mobilis. Les Batnéens qui restaient sur une belle série, trois victoires et un nul, se sont inclinés en toute fin de partie sur un but assassin de Belgherbi dans le temps additionnel comme l'an dernier. Pourtant, les hommes de Rachid Bouaerata ont mené au score grâce à un but de Djabali (58'), mais c'était sans compter sur l'abnégation des locaux, lesquels ont égalisé par Meddour (75' sp) avant que Belgherbi n'offre les trois points de la victoire (90'+3). Avec ce succès, l'A. Boussaâda se hisse provisoirement à la deuxième place à une longueur de son adversaire du jour qui conserve son fau-teuil de leader en attendant les deux matchs de samedi. La bonne opération de la journée est à mettre à l'actif du CA Bordj Bou-Arreidj qui a renoué avec la victoire en allant s'imposer contre l'USMM Hadjout grâce à des réalisations Zerquigne (17') et Attafen (65'). Cette victoire permet aux «Criqueuts» de remonter à la cinquième position à trois unités du premier. La deuxième victoire en déplacement de la journée est réalisée par l'AS Khroub qui a disposé petitement de Paradou AC 1-0 sur un but de Dib (80'). Une défaite qui envoie le Paradou AC à la dernière place avec trois points seulement et sans le moindre succès en cinq rencontres. De son côté, l'US Chaouia est reve-

nue avec les trois points de la victoire de son long déplacement à Oran contre l'OM Arzew (1-0). Un but de Bourahla (83') permet à son équipe de signer son premier succès. La JSM Béjaïa a engrangé un précieux point lors de son match contre le MC Saïda disputé à Mecheria. Les protégés de Ghimous pensaient tenir leur première victoire de la saison après l'ouverture du score par Bessaha (33'), mais l'euphorie est vite retombée après l'égalisation de Zouari (53'). La journée a été aussi marquée par le premier succès de la saison du CRB Ain Fekroun qui a dominé la JSM Skikda (3-2). Un succès qui lui permet de quitter la dernière place au classement.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

OMA-USC	0-1	
CRBAF-JSMS	3-2	
USMMH-CABBA	0-2	
PAC-ASK	0-1	
MCS-JSMB	1-1	
ABS-CAB	2-1	
	Pts	J
1. CA Batna	10	5
2. A Boussaâda	9	5
3. USM Bel Abbès	8	4
— ASO Chlef	8	4
5. CABB Arreridj	7	5
6. OM Arzew	6	5
— MC Saïda	6	5
— AS Khroub	6	5
— US Chaouia	6	5
10. O. Médéa	5	4
— JSM Skikda	5	5
— USMM Hadjout	5	5
13. MC El Eulma	4	4
— JSM Béjaïa	4	5
— CRB Ain Fekroun	4	5
16. Paradou AC	3	5

Ligue des champions (demi-finale aller)

L'USMA à Khartoum le 25 septembre

L'USM ALGER s'envolera le 25 septembre à Khartoum pour affronter, 48 heures après, Al-Hilal du Soudan en match aller des demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique de football, à l'indiqué vendredi le club de la capitale. Selon Mahieddine Meftah, coordinateur technique de l'USMA, qui s'exprimait sur les ondes de la Radio nationale, les Rouge et Noir effectueront le déplacement à bord d'un avion spécial vendredi prochain à partir de 10h00. Les joueurs seront regroupés la veille de leur départ au niveau d'un hôtel de la capitale, après avoir célébré le premier jour de l'Aïd El Adha avec leurs familles. Au Soudan, deux séances d'entraînement sont au menu des Usmistes. La première le soir de leur arrivée sur les lieux, et la seconde le lendemain sur le terrain de la rencontre à Umm Derman et à la même heure

du match (18h00, heure algérienne). L'arbitre international zambien, Janny Sikazwe, a été désigné par la Confédération africaine de football (CAF) pour diriger la demi-finale aller. Le directeur de jeu zambien connaît bien le football algérien pour avoir dirigé plusieurs fois des matchs de la sélection algérienne dont le fameux barrage aller contre Burkina Faso à Ouagadougou, qualificatif au Mondial 2014. Il a aussi dirigé des rencontres des clubs algériens en Ligue des champions et en Coupe de la Confédération. Sikazwe sera assisté de Jerson Emiliano Dos Santos (ANG) et Arseno Chavoleque Marengula (SDN). L'USM Alger avait terminé en tête du groupe B avec 15 points (5 victoires et une défaite), tandis que Al Hilal a pris la deuxième place du groupe A, devancé par le TP Mazembe (RD Congo).

MC Alger Arthur Jorge reste, Valdo absent

Le MC Alger a effectué hier matin sa séance d'entraînement de reprise, en présence de l'entraîneur en chef, le Portugais Arthur Jorge, mais en l'absence de son assistant principal le Brésilien Valdo.



Jorge est maintenant seul à la barre technique

Par Mahfoud M.

Valdo n'a pas avisé ses dirigeants de son absence au lendemain de l'annonce par le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), Taoufik Korichi, du rejet du diplôme présenté par l'entraîneur mouloudéen dans le but de bénéficier d'une licence. Il semblerait donc que ce dernier s'est rendu compte qu'il ne pourra pas continuer à activer dans le championnat de Ligue 1 en l'absence d'un diplôme équivalent à celui exigé aux entraîneurs. «Valdo nous a présenté un diplôme d'entraîneur signé par l'association des

entraîneurs brésiliens. Or la réglementation en vigueur stipule que le document doit être délivré exclusivement par la fédération de son pays où la Confédération à laquelle le Brésil est affilié qui est la Concacaf», a indiqué le DTN à la Radio nationale. La DTN a exigé des entraîneurs des clubs de Ligues 1 et 2, ainsi qu'à leurs assistants de disposer de diplômes CAF «A» ou leurs équivalents pour bénéficier des licences leur permettant de prendre place sur le banc de touche de leurs équipes respectives. Le président du MC Alger, Abdelkrim Raïssi, avait accordé un ultimatum à Valdo pour régulariser sa situation vis-à-vis de la DTN, faute de quoi il sera dans

l'obligation de se séparer des services de tous les membres du staff technique. A présent que le verdict de la DTN est tombé, le Conseil d'administration du «Doyen» se réunira aujourd'hui ou demain pour trancher sur l'avenir de son staff technique. Les chances de maintenir Arthur Jorge et ses adjoints sont minimes. Après deux matchs sans victoire, le MCA s'est imposé jeudi face à l'ASM Oran (2-0), en ouverture de la 5^e journée du championnat. Les Vert et Rouge occupent provisoirement la 4^e place au classement avec 8 points en attendant le déroulement du reste des rencontres de la 5^e journée ce samedi.

M. M.

Championnat de Ligue 1 Mobilis (5^e journée)

Le derby de la Mitidja fort disputé

LE RC ARBAË a été tenu en échec (1-1) par l'USM Blida, mi-temps (0-0), en match avancé de la 5^e journée de Ligue 1 Mobilis de football, disputé vendredi à l'OPOW

Mustapha-Tchaker de Blida. L'avant-centre camerounais, Guessan Ghislain, avait ouvert le score pour le RCA à la 53', avant que Bedrane n'égalise pour l'USMB

à la 60'. Le MC Alger avait ouvert le bal de cette 5^e journée jeudi, en s'imposant à Bologhine devant l'ASM Oran (2-0), grâce à un doublé de Merzougui (31' et 70').

FC Lorient

Mesloub absent face à Monaco

Le milieu international algérien Ludo FC Lorient (Ligue 1 française de football), Walid Mesloub, blessé à la cuisse, a déclaré forfait pour le déplacement à Monaco dimanche, dans le cadre de la 6^e journée du championnat de France de Ligue 1 de football, rapporte hier le site officiel du club breton. Mesloub, considéré comme l'un des cadres de l'entraîneur Sylvain Ripoll, a écopé vendredi d'une suspension de deux matchs, dont un avec sursis, infligée par la commission de discipline de la Ligue de football professionnelle (LFP). Cette suspension fait suite au rap-

port dirigé par l'arbitre centre Mesloub à l'occasion du match FC Lorient-AS Saint-Etienne (0-1), dans le cadre de la 3^e journée. La suspension du joueur algérien

sera effective à partir du 22 septembre, et va ainsi rater la réception de Caen et le déplacement à Montpellier, comptant respectivement pour les 7^e et 8^e journées.

Jeux africains 2015

L'Algérie troisième au classement

L'ALGÉRIE a pris la 3^e place au tableau général des médailles des 11^e Jeux africains-2015 clôturés hier à Brazzaville (Congo). Les athlètes algériens ont récolté 118 médailles (40 or, 42 argent et 36 bronze) dans ce rendez-vous continental. L'Egypte est largement en tête avec un total de 193 médailles (76 or, 56 argent et 61 bronze), devant l'Afrique du Sud qui totalise 114 médailles (41 or, 39 argent et 34 bronze). Le Comité d'organisation (COJA) n'a communiqué aucun classement officiel hier, dernier jour des jeux du cinquantenaire.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Littérature

L'écrivain Ablouhab Haki n'est plus

L'ÉCRIVAIN Ablouhab Haki est décédé vendredi soir à Alger à l'âge de 82 ans suite à la dégradation de son état de santé, a-t-on appris hier auprès du ministère de la Culture. Originaire de Syrie, le défunt est né en 1933 à Dir Ezzour (Syrie) dans une famille déjà imprégnée d'âme littéraire, son père Ismail Haki était poète. Le défunt a commencé l'écriture très jeune et son apport n'a pas cessé malgré son âge avancé. Il compte à son actif plus de soixante-dix ouvrages dans différents styles

littéraires, (roman, conte pour enfants, articles de presse, pièces théâtrales ainsi que des feuilletons radiophoniques). Installé depuis très longtemps en Algérie, il a obtenu la nationalité algérienne et travaillé à la Radio nationale. Il fut également membre de l'Union des écrivains algériens. Le défunt a été distingué à plusieurs occasions en Algérie et dans le monde arabe. Il a été inhumé hier après-midi au cimetière de Garidi (Kouba).

R. C.

Suspension aujourd'hui de l'alimentation en eau potable à El Achour

Draria et Saoula concernées

L'ALIMENTATION en eau potable sera suspendue dans les communes d'El Achour, Draria et Saoula de dimanche à lundi, pour cause de travaux, indique hier la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) dans un communiqué. De dimanche à 20h00 jusqu'à lundi à 6h00, la Seaal procédera à la réparation d'une importante fuite d'eau sur une canalisation principale de distribution, précise le communiqué. Ces travaux de réparation, localisés au niveau du chemin de wilaya

n°111 dans la commune d'El Achour, engendreront une suspension de l'alimentation en eau potable qui touchera les communes d'El Achour, Draria (en partie) et Saoula (en partie), selon la même source. L'alimentation en eau potable sera rétablie progressivement dès la fin des travaux, assure la Seaal, soulignant qu'un dispositif de citernage sera mis en place afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers.

R. N.

Accident de La Mecque

Décès d'un deuxième hadji algérien

UN HADJI algérien, décédé suite à la chute d'une grue survenue la semaine dernière à La Mecque, a été identifié, portant à deux le nombre de hadjis algériens morts dans cet accident, a indiqué vendredi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. «Le hadji Bouazza Attia, né le 17 décembre 1957, originaire de la wilaya d'Ain Témouchent est décédé suite à l'accident de grue survenu la semaine dernière

à La Mecque», a indiqué dans une déclaration à l'APS M. Benali Cherif, précisant que «le corps du défunt a pu être identifié grâce à ses empreintes digitales». Le porte-parole du ministère a précisé, en outre, que six blessés algériens restent hospitalisés et que leur état de santé «est en constante amélioration». Le premier hadji algérien décédé dans cet accident est Meghatri Abdelkader, né 1941 à Ain Defla.

Ouali Y.

Tlemcen

Saisie de plus de 15 quintaux de kif traité



LES DOUANIERS des brigades de Magnhia et Akid Abbès (Tlemcen) ont saisi, vendredi soir, plus de 15 quintaux de kif traité provenant du Maroc, apprend-on hier dans un com-

munié de la cellule de communication de la direction régionale des Douanes de Tlemcen. Cette saisie a été opérée suite à une course-poursuite d'un véhicule sur l'autoroute Est-Ouest dans son tronçon reliant Magnhia à Hammam Boughrara, a-t-on indiqué de même source, soulignant que le conducteur a abandonné la voiture pourchassée et réussi à prendre la fuite profitant de l'obscurité. La valeur de la marchandise saisie et du moyen de transport est estimée à plus de 90 millions DA, a-t-on ajouté.

K. L.

LE PÉTROLE SOUS LA BARRE DES 49 DOLLARS



Louvis

Djalou@hotmail.com

Médéa

«Khobz Bladi», l'art du pain à l'honneur

■ Le pain, produit incontournable des tables algériennes, est à l'honneur à Médéa, à l'occasion de la troisième édition du concours «Khobz Bladi», ouverte samedi au Musée des arts et des traditions populaires.

Par Safy T.

Cette festivité est marquée par la présence de nombreux participants, venus de diverses régions du pays pour exposer l'un des produits phares du riche patrimoine culinaire algérien. Ce rendez-vous culinaire est une opportunité pour ces «doigts d'or» de faire découvrir au public d'autres saveurs et sensations, à travers un éventail de pain traditionnel, décliné sous différentes formes et parfum, traduisant toute la richesse et la diversité du patrimoine algérien et témoin d'un savoir-faire ancestral qui a pu

résister aux assauts de la modernité et la sédentarité. Le pain, qui a toujours occupé une place de choix dans le régime alimentaire de la majorité des familles algériennes, continuera encore à garnir les tables, pour des raisons économiques certes, mais aussi par tradition. Loin d'être un simple produit de consommation, le pain constitue, à travers ses déclinaisons, un référent à une culture populaire donnée. Chaque région se distingue par un genre spécifique de pain traditionnel, fruit d'un savoir-faire avéré et d'une bonne maîtrise des techniques anciennes,

transmises de génération en génération. Le concours «Khobz Bladi» offre, au nombreux visiteurs et curieux attendus, l'occasion de constater de visu toute l'ingéniosité des «mains de fée» qui ont la capacité de transformer une simple pâte en un succulent produit culinaire. Des tables garnies de toutes sortes de pains secs, garnis ou sucrés ornent les allées du Musée des arts et des traditions populaires qui organise, en marge de cette manifestation, un atelier sur les techniques de panification traditionnelle au profit des visiteurs.

S. T./APS

Sud du pays

Dix-sept contrebandiers subsahariens arrêtés

Dix-sept contrebandiers de différentes nationalités africaines ont été arrêtés vendredi dans le sud du pays, a indiqué hier le ministère de la Défense national (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire relevant des secteurs opérationnels de Tamanasset, de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezzam (6^e Région militaire) ont intercepté,

dans des opérations distinctes menées le 18 septembre 2015, dix-sept contrebandiers de différentes nationalités africaines», lit-on dans le communiqué. Lors de ces opérations, 58,4 tonnes de denrées alimentaires, quatre camions, trois motos, 3 570 litres de carburant, des explosifs et des outils de détonation, 20 détecteurs de métaux et trois groupes électrogènes ont été saisis, précise la même source. D'autre part, des éléments des gardes-frontières, relevant du

secteur opérationnel de Tlemcen (2^e RM), ont appréhendé dix immigrants clandestins de nationalité marocaine, ajoute le communiqué. Dans le même contexte et au niveau du secteur opérationnel de Ghardaïa (4^e RM), «un détachement de l'ANP a arrêté un contrebandier à bord d'un véhicule touristique chargé d'un important lot de pièces de rechange pour téléphones portables», conclut la même source.

Said O.

Ville de Skikda

Effondrement d'une portion d'avenue

Une portion de chaussée sur l'avenue Abdelhamid-Bouthelja, à Skikda-ville, s'est effondrée hier, provoquant une fosse de cinq mètres de profondeur, a-t-on constaté. Un premier effondrement de cette route s'était déjà produit en février dernier, conduisant à la fermeture de cet axe aux véhicules ainsi qu'aux piétons, rappelle-t-on. L'effondrement causé par des écoulements d'eau et des tra-

voux menés par une entreprise chargée de construire une maison «fait courir de sérieux risques aux habitations qui se trouvent à un mètre à peine de la route», ont affirmé les services de la Protection civile qui se trouvaient toujours sur place en milieu de journée. Cinq familles ont préféré se réfugier dans la rue de peur de voir leurs domiciles subir les contrecoups de cet effondrement, a-t-on observé

sur place. Le premier effaïssement de cette route qui était fissurée en plusieurs endroits avait causé, en février dernier, une tranchée de trois mètres de profondeur et de 20 mètres de long, entraînant sa fermeture totale. Les importantes chutes de pluie qui s'étaient abattues sur la ville de Skikda à cette période avaient causé l'affaïssement, selon la Protection civile.

Yanis G./APS